

TRIBUNE

# Travailler mieux pour sauver la planète

par Aurélien Boutaud, Environnementaliste, collaborateur de la revue Silence

publié le 9 juin 2014 à 18h06



«Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.» C'est à Kenneth Boulding, ex-président de l'Association américaine d'économie, que l'on doit cette célèbre maxime. Pour prendre la mesure de ce que nous dit Boulding, il suffit de savoir qu'une croissance annuelle de 2% génère une multiplication par 7 de la production au bout d'un siècle. Dans le même temps, si nous voulons éviter le naufrage écologique et climatique tout en partageant équitablement les ressources mondiales, il nous faudrait diviser par trois ou quatre l'empreinte écologique des pays les plus riches. En prenant en compte la démographie, c'est au final par un facteur 30 qu'il faudrait réduire l'intensité écologique de la production au cours du siècle à venir ! Le projet n'est pas seulement fou : il est irréaliste.

Alors pourquoi ne pas en finir avec la croissance ? Tout simplement parce que, dans une économie productiviste, l'arrêt de la croissance est synonyme de chaos social, notamment en termes d'emplois. C'est donc à une redéfinition de la place du travail dans nos sociétés que la transition écologique doit nous inviter à réfléchir.

Il faut alors commencer par rappeler une évidence, trop souvent laissée sous silence : si nous avons besoin de croissance pour créer de l'emploi, c'est avant tout à cause de l'augmentation continue de la productivité du travail. Car, du fait de la mécanisation et de l'automatisation de la production, nous

produisons davantage de biens et de services avec de moins en moins de travail humain. L'exemple de [la ferme des mille vaches](#), qui a récemment défrayé la chronique, en est un exemple symptomatique : des robots partout, des fermiers nulle part ! Au cours du XXe siècle, la principale réponse apportée à cette surproduction a consisté à stimuler la demande, notamment en développant la publicité, le marketing ou encore l'obsolescence programmée. Gaspiller, jeter ou consommer toujours plus nous est ainsi apparu comme la principale solution pour éviter que les gains de productivité ne détruisent l'emploi. Au détriment de la nature.

Pour éviter l'effondrement écologique sans pour autant sombrer dans le chaos social, il nous faut donc construire une économie post-croissance. Deux pistes s'offrent alors à nous. La première consiste à investir les gains de productivité non pas dans la croissance de la production, mais dans la réduction et le partage du temps de travail. Par exemple, si, depuis les années 1950, les gains de productivité avaient été investis intégralement dans la réduction du temps de travail, nous travaillerions aujourd'hui environ un jour par semaine ! Nous aurions certes le niveau de vie matériel de ces années 1950, mais nous serions sortis de la société du travail. A la suite d'André Gorz, nous pourrions considérer cette réduction de la production et de la consommation marchande non pas comme une contrainte, mais au contraire comme une formidable promesse d'émancipation. Car la baisse de la consommation aurait comme contrepartie une libération du temps que nous pourrions alors consacrer à l'épanouissement humain : s'instruire, se divertir, faire son jardin, cuisiner, aider ses amis, s'investir dans la vie publique... bref, réaliser par nous-mêmes ce que, faute de temps, le système productiviste nous oblige à déléguer et à marchandiser.

Une autre piste consiste à réduire la productivité : c'est-à-dire produire moins, mais mieux. Car dans de nombreux secteurs, la course à la

productivité se réalise au détriment de la qualité de la production et des conditions de travail. Jean Gadrey cite par exemple le cas du secteur agricole : en convertissant l'agriculture à des modes de production biologique organisés en circuits courts, *«l'emploi dans l'agriculture [...] devrait augmenter pour satisfaire une demande "durable", avec des prix "durables" [...] incorporant des exigences nouvelles»*. Plus de durabilité signifierait alors davantage d'emplois avec des effets positifs sur



l'environnement. En généralisant ce raisonnement qualitatif dans une perspective de transformation écologique de l'économie, Jean Gadrey recense les secteurs dont le nombre d'emplois devrait progresser (par exemple les énergies renouvelables, les économies d'énergie, etc.) et les domaines dans lesquels il devrait au contraire baisser (le nucléaire, la pétrochimie...). Et, au final, *«les secteurs où l'emploi serait appelé à progresser ne sont pas moins nombreux que les autres»*, constate-t-il(2).

Consommer moins, produire mieux, travailler différemment : voilà donc ce qui devrait être au cœur de la réflexion sur la transition écologique. Mais, paradoxalement, comme le rappelle un récent numéro de la revue *Silence* (3), ces questions sont quasi-absentes du débat politique. Pire encore : du *«travailler plus pour gagner plus»* de Nicolas Sarkozy jusqu'à la *«relance par l'offre»* de François Hollande, les slogans des partis de gouvernement l'annoncent sans détour : la sortie du productivisme n'est pas d'actualité.

La folie de la croissance a donc de beaux jours devant elle. Mais jusqu'à quand ?

(1) «Libération» du 30 octobre 2013.

(2) *«Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire»*, Jean Gadrey. Les Petits Matins, 2010.

(3) «Quelles solidarités sans croissance ?», dossier de la revue *Silence*, n°423, mai 2014.